

longévité de l'OTAN comme alliance internationale est sans précédent. Partageant les mêmes sentiments et respectant les mêmes valeurs, ses membres en font une organisation importante. Que ses réalisations militaires l'emportent de beaucoup sur ses œuvres civiles, j'en conviens, et je le déplore et le regrette.

• (4.20 p.m.)

Voilà un domaine où nous nous devons de prendre des initiatives de plus en plus énergiques. Il y a la question de la désuétude de certains appareils militaires, dont nous ne savons rien. Je m'étonne un peu d'apprendre que des chasseurs de sous-marins vont moins vite que les sous-marins qu'ils sont censés prendre en chasse. Il y a aussi la question des armements et du matériel de combat. Bien sûr, il y a toutes sortes de questions à se poser. Je crois que nous serions beaucoup plus avancés si nous connaissions la nature de ces décisions. Retirons-nous des troupes pour faire des économies? Allons-nous démanteler notre force militaire et employer autrement les fonds que notre budget national y affecte? On ne nous l'a pas dit. Nul ne saurait prétendre que la participation du Canada à l'OTAN l'empêche de faire ce qu'à titre de nation hautement industrialisée, consciente de ses responsabilités internationales et depuis longtemps sensibilisée il doit faire pour aider les autres pays.

Le député de Greenwood (M. Brewin) est revenu à l'idée des forces du maintien de la paix. L'idée est attrayante mais, hélas, à en juger d'après les décisions prises par les divers organismes des Nations Unies, l'accueil qu'on lui a fait d'abord semble avoir perdu son enthousiasme.

Il y a bien des décisions en matière d'aide extérieure que le gouvernement aurait pu prendre depuis longtemps, indépendamment de celle de rester au sein de l'OTAN ou non. Un homme très compétent dirige notre agence de développement international. Nous nous sommes acquis une excellente réputation dans le domaine de l'aide extérieure, malgré certaines erreurs, mais je ne peux croire qu'un pays comme le nôtre, dont les ressources sont limitées, puisse élaborer un programme sensé d'aide à 64 pays d'un peu partout dans le monde. Nous devrions sûrement pouvoir faire face à la question de l'aide à l'extérieur sans abandonner notre rôle au sein de l'OTAN. Ce n'est pas l'OTAN qui nous empêche d'être encore plus actif dans ce domaine important.

Moi aussi, je pense que la prochaine grande crise opposera les nations bien nanties et les nations dépourvues. Il y a quelques années, aux Nations Unies, j'ai entendu un grand homme d'État déclarer que les décisions de la prochaine génération pourront fort bien être

prises par les habitants qui vivent au sud de l'équateur, dont les problèmes actuels sont énormes et dont les ressources très restreintes. Nous devrions faire bien des choses sans nous servir de l'OTAN pour excuser notre inaction. Une région au sud du Canada réclame plus d'aide à grands cris; les anciennes Antilles britanniques, dans la mer des Caraïbes, éprouvent des problèmes graves; une juste mesure d'intérêt et d'aide de notre part pourrait y accomplir des choses merveilleuses et faire toute la différence entre la stabilité et la viabilité économique et politique et autre chose.

Je dois dire, à regret, que la thèse officielle ne s'inspire pas de principes solides, mais de l'idée que changer, se moderniser, est en quelque sorte synonyme d'être sage et intelligent. J'ai noté un passage d'un discours du député de St. Paul's (M. Wahn) qui m'a impressionné—je n'appellerais pas cela du chauvinisme, mais si quelqu'un d'autre le faisait, je ne saurais comment le contredire. Voici le passage:

Certaines de nos politiques peuvent être excellentes, d'autres mauvaises. Mais l'important, à mon avis, c'est qu'elles soient conçues au Canada.

Je prétends qu'un fiasco maison reste un fiasco. Ce qui importe ici, c'est que ces politiques soient élaborées avec sagesse et discernement afin de servir au mieux les intérêts du Canada, et les intérêts du Canada consistent pour lui à ne pas songer exclusivement à soi, à ne pas faire d'introspection mais à considérer sa place sur la scène mondiale, à consulter ses alliées et à considérer les chances et les défis que lui offre le vaste monde, au lieu de se glorifier d'être original et nationaliste à tel point que, si graves que soient les bévues que nous commettons, nous puissions dire fièrement à l'avenir que non seulement nous avons innové dans le domaine de la stupidité mais que nous l'avons fait sans l'aide de personne.

**M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur l'Orateur, je compte appuyer la motion du gouvernement parce qu'elle tend vers ce que je voudrais moi-même obtenir; cependant, je veux dire clairement qu'elle ne me satisfait pas complètement. Cela dépendra, en grande partie, de ce que l'on entend par «à brève échéance» et par réduction «selon un plan établi et par étapes». Je souhaiterais que «à brève échéance» signifie aussitôt que possible et que «réduction selon un plan établi et par étapes» couvre le retrait complet de nos forces d'Europe.

Lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a annoncé sa politique, le 3 avril, il a dit que le cabinet n'avait consenti qu'aux propositions suivantes: en premier lieu, que le Canada reste au sein de l'Alliance de l'OTAN et, en